

FONDS
D'EQUIPEMENT
COMMUNAL
صندوق التجهيز
الجماعي



COMMUNICATION FINANCIERE au 30 juin 2019

www.fec.ma



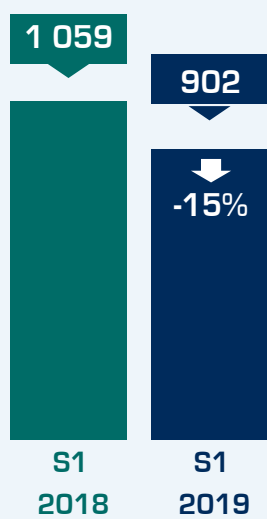
Pour télécharger la communication financière complète :
https://www.fec.ma/Com_Financieres/Exercice2019/COMMFI_S1_2019.pdf



Communiqué du Fonds d'Équipement Communal Indicateurs d'activité et financiers du 1^{er} semestre 2019 (en MDH)

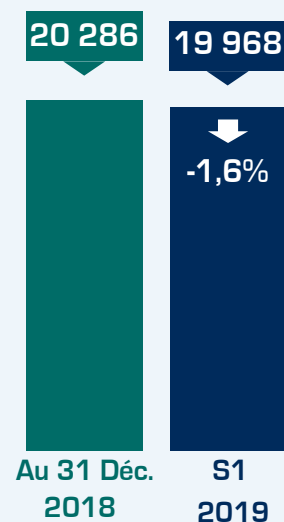
Les principaux indicateurs d'activité et financiers de la Banque au titre du 1^{er} semestre 2019 se présentent comme suit :

Décaissements de prêts



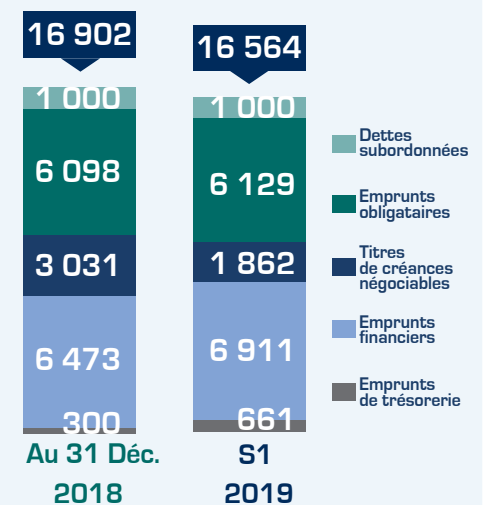
Le FEC a procédé au cours du 1^{er} semestre 2019 à des décaissements de prêts de plus de 900 MDH couvrant plusieurs secteurs d'intervention.

Créances sur la clientèle



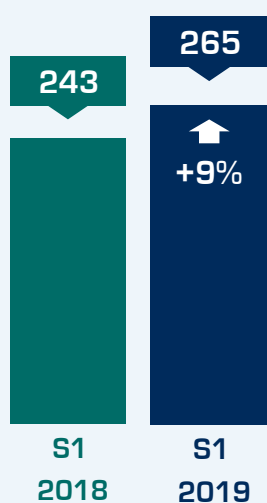
Des créances sur la clientèle à un niveau stable de près de 20 MMDH au 30 juin 2019

Endettement financier



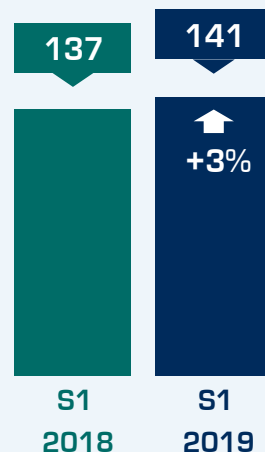
Au 30 juin 2019, l'endettement financier est principalement constitué d'emprunts financiers et d'emprunts obligataires, respectivement à hauteur de 42% et de 37%

Produit Net Bancaire (PNB)



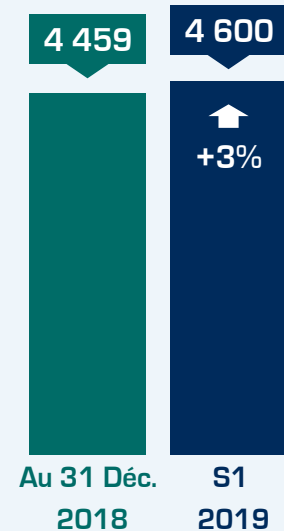
Porté par le volume de l'activité de prêts d'une part et l'optimisation des ressources de financement d'autre part, le PNB s'inscrit en augmentation de près de 9% à la fin du 1^{er} semestre 2019, comparativement au 1^{er} semestre 2018

Résultat Net (RN)



Progression du Résultat Net de près de 3% à la fin du 1^{er} semestre 2019, comparativement au 1^{er} semestre 2018, reflétant l'évolution du PNB et la maîtrise des charges d'exploitation ainsi que du coût du risque

Capitaux propres et assimilés *



* : Y compris un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 1 milliard MAD

Amélioration continue des capitaux propres et assimilés, qui ont atteint 4,6 MMDH à la fin du 1^{er} semestre 2019, permettant à la Banque de renforcer sa solvabilité



COMPTES SOCIAUX au 30 juin 2019

BILAN		
(en milliers MAD)		
ACTIF	30 juin 2019	31 déc 2018
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	67 483	1 048
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	1 299	1 710
A Vue	1 299	1 710
A Terme	-	-
CREANCES SUR LA CLIENTELE	19 967 731	20 286 309
Crédits de Trésorerie et à la Consommation	1 263	1 802
Crédits à l'Équipement	19 850 797	20 237 506
Crédits immobiliers	23 457	22 444
Autres Crédits	92 214	24 557
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	99 999	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	99 999	-
AUTRES ACTIFS	145 426	49 208
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créances	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	501	716
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	51 260	52 985
TOTAL ACTIF	20 333 724	20 392 002

PASSIF		
(en milliers MAD)		
	30 juin 2019	31 déc 2018
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	7 571 889	6 772 749
A Vue	-	-
A Terme	7 571 889	6 772 749
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Crédeurs	-	-
Comptes d'Épargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Crédeurs	-	-
TITRES DE CREANCE EMIS	7 991 676	9 129 420
Titres de Créance Négociables	1 862 249	3 031 113
Emprunts Obligataires	6 129 428	6 098 307
Autres Titres de Créances Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	165 636	26 675
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 500	4 500
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	1 000 000	1 000 000
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	2 458 658	2 188 813
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES : CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	141 364	269 846
TOTAL PASSIF	20 333 724	20 392 002

HORS BILAN		
(en milliers MAD)		
	30 juin 2019	31 déc 2018
ENGAGEMENTS DONNES	8 590 167	8 131 480
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8 590 167	8 131 480
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	544 780	1 095 250
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	544 780	1 095 250
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES		
(en milliers MAD)		
	30 juin 2019	30 juin 2018
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	563 772	521 657
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 217	6 223
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	561 879	515 434
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	-	-
Autres produits bancaires	675	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	298 861	278 670
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	129 055	129 078
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	169 662	149 456
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	144	136
PRODUIT NET BANCAIRE	264 911	242 987
Produits d'exploitation non bancaire	915	919
Charges d'exploitation non bancaire	89	95
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	29 553	27 953
Charges de personnel	23 641	21 158
Impôts et taxes	412	413
Charges externes	1 839	1 997
Autres charges générales d'exploitation	1 718	2 359
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 942	2 027
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	4 607	1 929
Dotation aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	4 607	1 929
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISE DE PROVISIONS ET RECUPERATION SUR CREANCES AMORTIES	1 256	14 004
Reprise de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 256	422
Récupération sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	13 583
RESULTAT COURANT	232 833	227 933
Produits non courants	176	170
Charges non courantes	5 432	10 000
RESULTAT AVANT IMPOTS	227 578	218 103
Impôts sur les résultats	86 214	80 698
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	141 364	137 405



ETAT DES SOLDES DE GESTION		
(en milliers MAD)		
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30 juin 2019	30 juin 2018
(+) Intérêts et produits assimilés	563 097	521 657
(-) Intérêts et charges assimilées	298 717	278 534
MARGE D'INTERET	264 380	243 123
(+) Produits sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Commissions perçues	-	-
(-) Commissions servies	144	136
MARGE SUR COMMISSIONS	- 144	- 136
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	675	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	675	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	264 911	242 987
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	915	919
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	89	95
(-) Charges générales d'exploitation	29 553	27 953
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	236 184	215 857
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	3 351	1 507
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-	13 583
RESULTAT COURANT	232 833	227 933
RESULTAT NON COURANT	- 5 256	- 9 830
(-) Impôts sur les résultats	86 214	80 698
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	141 364	137 405

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
(en milliers MAD)		
	30 juin 2019	30 juin 2018
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	141 364	137 405
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 942	2 027
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	-	13 583
(-) Plus values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(+) Moins values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) plus values de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	143 306	125 849
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	143 306	125 849

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		
(en milliers MAD)		
	30 juin 2019	31 déc 2018
Produits d'exploitation bancaire perçus	563 772	1 082 557
Récupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	1 091	2 148
Charges d'exploitation bancaire versées	298 861	588 132
Charges d'exploitation non bancaire versées	5 521	10 185
Charges générales d'exploitation versées	27 611	54 742
Impôts sur les résultats versés	86 214	160 794
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	146 657	270 852
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	411	1 237
Créances sur la clientèle	315 228	1 567 405
Titres de transaction et de placement	99 999	-
Autres actifs	96 219	270
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	799 140	256 666
Dépôts de la clientèle	-	-
Titres de créance émis	1 137 744	18 627
Autres passifs	138 962	3 516
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 80 220	- 1 294 662
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	66 436	- 1 023 810
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	2	3 750
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 2	- 3 750
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	1 000 000
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	-	-
Autres	-	-
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	1 000 000
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	66 435	- 27 560
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 048	28 608
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	67 483	1 048

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.
Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.
Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	<h1>Néant</h1>	
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	<h1>Néant</h1>	
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux				Banques au Maroc		Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		Etablissements de crédit à l'étranger		Total	
	30 juin 2019		31 déc 2018		30 juin 2019		31 déc 2018		30 juin 2019		31 déc 2018	
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	66 857	1 299	-	-	-	-	-	-	-	68 156	2 095	
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	612	-	-	-	-	-	-	-	-	612	647	
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	67 469	1 299	-	-	-	-	-	-	-	68 768	2 742	

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30 juin 2019	31 déc 2018
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	1 263	1 263	1 802
CREDITS A L'EQUIPEMENT	19 404 659	-	-	-	19 404 659	19 553 091
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	23 457	23 457	22 444
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	446 138	-	-	-	446 138	684 415
CREANCES EN SOUFFRANCE	92 214	-	-	-	92 214	24 557
Créances pré-douteuses	80 610	-	-	-	80 610	-
Créances douteuses	-	-	-	-	-	23 292
Créances compromises	11 604	-	-	-	11 604	1 265
TOTAL	19 943 011	-	-	24 720	19 967 731	20 286 309

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total	
			Financiers	Non financiers	30 juin 2019	31 déc 2018
Titres cotés	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres non cotés	-	-	99 999	-	99 999	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	99 999	-	99 999	-
TOTAL	-	-	99 999	-	99 999	-

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice	
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net		
Participations dans les entreprises liées										
Autres titres de participation										
MAROCLEAR SA	Dépositaire central	100 000	0,03%	25	25	31/12/2018	304 879	5 209	-	
TOTAL PARTICIPATIONS					25	25	-	304 879	5 209	-
EMPLOIS ASSIMILES					-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL					25	25	-	304 879	5 209	-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

ACTIF	30 juin 2019	31 déc 2018
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	2 420	2 883
Sommes dues par l'Etat	1 719	2 182
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes dues par le personnel	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	701	701
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	118 366	21 685
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	9 924	10 876
Résultats sur produits dérivés de couverture	91 928	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	6 982	7 449
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	9 160	3 019
Autres comptes de régularisation	371	341
Créances en souffrance sur opérations diverses	24 641	24 641
TOTAL	145 426	49 208

CREANCES SUBORDONNEES

CREANCES SUBORDONNEES	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	30 juin 2019		31 déc 2018		30 juin 2019	31 déc 2018
	Brut	Provisions	Net	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	<h1>Néant</h1>					<h1>Néant</h1>
Créances subordonnées à la clientèle	<h1>Néant</h1>					<h1>Néant</h1>
TOTAL	-					-

IMMOBILISATION DONNEES EN CREDIT-BAI, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements			Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises des provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat										
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles										
Crédit-bail mobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier										
Crédit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations données en location simple	18 280	-	-	18 280	123	14 883	-	-	-	3 397
Biens mobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers en location simple	18 280	-	-	18 280	123	14 883	-	-	-	3 397
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	18 280	-	-	18 280	123	14 883	-	-	-	3 397

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES

	30 juin 2019		31 déc 2018	
	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS
Prêts Classiques				
Créances pré-douteuses	87 042	3 353	-	-
Créances douteuses	-	-	26 985	2 587
Créances compromises	19 296	7 928	5 927	5 344
Sous total 1	106 338	11 281	32 912	7 931
Prêts MEN *				
Créances pré-douteuses	-	-	-	-
Créances douteuses	-	-	-	-
Créances compromises	1 778	312	1 767	312
Sous total 2	1 778	312	1 767	312
TOTAL GÉNÉRAL	108 116	11 593	34 679	8 243

* Prêts pris en charge par le budget du Ministère de l'Education Nationale (MEN) pour la réalisation de projets dans le cadre de la convention signée entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC.

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

(en milliers MAD)

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30 juin 2019	31 déc 2018	30 juin 2019	31 déc 2018
Opérations de change à terme	91 928	-	-	-
Devises à recevoir	-	-	-	-
Dirhams à livrer	91 928	-	-	-
Devises à livrer	-	-	-	-
Dirhams à recevoir	-	-	-	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-

DETTES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordonné et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées	
							Montant (c/v MAD) 30 juin 2019	Montant (c/v MAD) 31 déc 2018	Montant (c/v MAD) 30 juin 2019	Montant (c/v MAD) 31 déc 2018
Dirhams	200 000		3,07%	10		200 000				
Dirhams	800 000		3,12%	10		800 000				
TOTAL	1 000 000					1 000 000				

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/N

(2) Eventuellement indéterminée

(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

30 juin 2019

(en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	380 000		380 000

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-		-

Néant

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

30 juin 2019

(en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
	ACTIF					
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	68 156	-	-	-	-	68 156
Créances sur la clientèle	129 488	96 785	1 159 751	7 395 231	10 589 720	19 370 974
Titres de créance	99 999	-	-	-	-	99 999
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	297 642	96 785	1 159 751	7 395 231	10 589 720	19 539 129
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	363 463	448 542	462 765	2 323 435	3 881 513	7 479 717
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	114 667	-	444 933	3 316 400	3 891 600	7 767 600
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	1 000 000	1 000 000
TOTAL	478 130	448 542	907 698	5 639 835	8 773 113	16 247 317

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

30 juin 2019

(en milliers MAD)

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
1	2 748 550	1 043 038	1 705 512	-

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

30 juin 2019

(en milliers MAD)

BILAN	Montant
ACTIF	-
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	1 002 013
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 002 013
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	Montant
ENGAGEMENTS DONNES	-
ENGAGEMENTS RECUS	544 780

MARGE D'INTERET

(en milliers MAD)

	30 juin 2019	30 juin 2018
Intérêts perçus	563 097	521 657
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 217	6 223
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	561 879	515 434
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Intérêts servis	298 717	278 534
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	129 055	129 078
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	169 662	149 456
TOTAL	264 380	243 123

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

30 juin 2019

(en milliers MAD)

CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus
Titres de placement	-
Titres de participation	-
Participations dans les entreprises liées	-
Titres de l'activité de portefeuille	-
Emplois assimilés	-
TOTAL	-

Néant



COMMISSIONS

(en milliers MAD)

	30 juin 2019	Montant
Commissions perçues		-
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations de change	-	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
Sur produits dérivés	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	-
Sur moyens de paiement	-	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-
Sur autres prestations de service	-	-
Commissions versées		144
Sur opérations avec les établissements de crédit	44	-
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations de change	-	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
Sur produits dérivés	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	100	-
Sur moyens de paiement	-	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-
Sur autres prestations de service	-	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

(en milliers MAD)

PRODUITS ET CHARGES	30 juin 2019	30 juin 2018
Produits	675	90
Gains sur les titres de transaction	675	90
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-
Charges		
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	-	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	-	-
RESULTAT	675	90

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

30 juin 2019

(en milliers MAD)

	Montant
Charges du personnel	23 641
Impôts et taxes	412
Charges externes	1 839
Autres charges générales d'exploitation	1 718
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	1 942
TOTAL	29 553

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

30 juin 2019

(en milliers MAD)

	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	675
Autres charges bancaires	144
Produits et charges d'exploitation non bancaires	
Produits d'exploitation non bancaires	915
Charges d'exploitation non bancaires	89
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	4 607
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 256
Produits et charges non courants	
Produits non courants	176
Charges non courantes	5 432

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

(en milliers MAD)

I. DATATION	
Date de clôture (1)	30 juin 2019
Date d'établissement des états de synthèse (2)	Séptembre 2019
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{ère} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indication des événements
	Favorable
	Défavorable

Néant

EFFECTIFS

(En nombre)

EFFECTIFS	30 juin 2019	31 déc 2018
Effectifs rémunérés	99	102
Effectifs utilisés	99	102
Effectifs équivalent plein temps	99	102
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	91	93
Employés (équivalent plein temps)	8	9
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-

Dispositif de Gestion Globale des Risques

1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Équipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé ;
- 1 représentant du Ministère de l'Équipement et du Transport ;
- 1 représentant du Ministère de l'Énergie et des Mines ;
- Le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- Des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit. Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures (Ministère de l'Economie et des Finances).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue deux fois par an (ou plus souvent si les circonstances l'exigent) des présentations devant le Conseil d'Administration sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant désigné par la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- valider la stratégie globale de gestion des risques du FEC et de s'assurer de sa mise en œuvre ;
- valider les procédures formelles de gestion des risques en vérifiant leur conformité avec les exigences réglementaires ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Directeur Général du FEC, a pour attributions :

- D'élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des Fonds Propres (FP)...), conformément aux orientations stratégiques du conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- D'évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- De définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques taux et liquidité ;
- De veiller aux équilibres bilanciaux de la Banque ;
- D'évaluer l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- De suivre le profil de risque de la Banque (risque de liquidité, de taux et de change) à l'aune des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- De valider les conventions et les modes d'écoulement en taux.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

2. Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Équipement Communal sont les suivants :

Risque de crédit : risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non-conformité : correspond au risque de non-conformité aux lois, règlements et directives réglementaires applicables.

Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des bilans d'exécution des budgets des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la Collectivité Territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- L'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques.
- L'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement.
- L'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC.
- L'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets.
- Jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions Générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

A fin Juin 2019 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 6.002.739 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 85% du risque de crédit et de 15% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 76,62%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 59,89%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,72% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 19.983.633 Milliers de DH au 30 Juin 2019 :

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 30 Juin 2019, à 8.590.167 Milliers de DH.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 30 Juin 2019, fait ressortir que 76% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité et Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la nouvelle circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib (entrée en vigueur en 2013) à 11,95% à fin Juin 2019, se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

Dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress tests ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress tests minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La Direction Financière se charge de la gestion Actif/Passif.

Le Comité ALCO se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif/Passif.

Gestion Actif/Passif

La banque est dotée d'un dispositif qui permet de couvrir les principales sources des risques taux, liquidité et change.

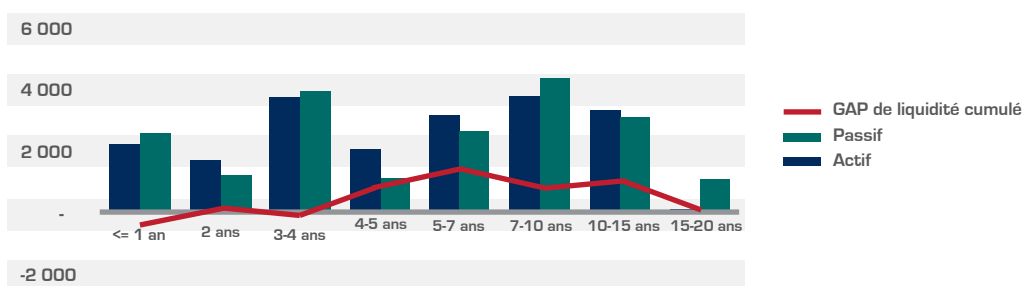
Risque de Liquidité

La banque effectue un écoulement statique en liquidité des positions d'actifs, de passifs, issues du portefeuille bancaire et ventilées sur les tranches réglementaires de maturité.

» Exposition au 30 juin 2019

Les impasses de liquidité en flux s'affichent au 30 Juin 2019 comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE LIQUIDITÉ



Risque de Taux

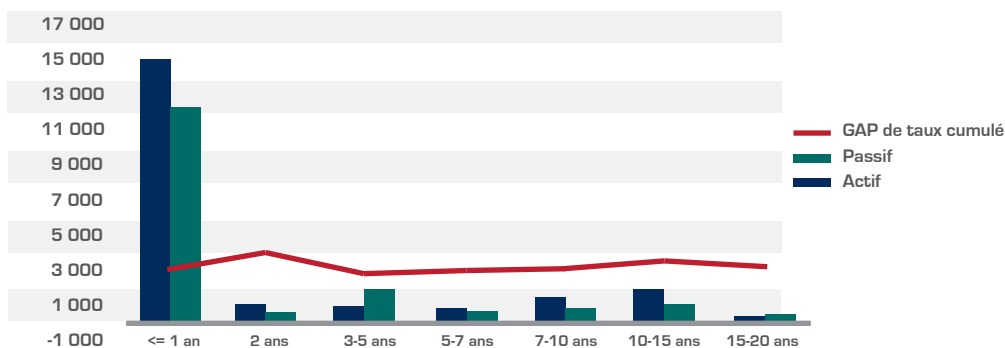
La banque effectue un écoulement statique en taux des positions d'actifs, de passifs et de hors bilan, issues du portefeuille bancaire et ventilées sur les tranches réglementaires de maturité.

Les postes à taux variable sont répartis selon l'intervalle de temps jusqu'à la prochaine date de révision de taux, et ceux à taux fixe selon leur durée résiduelle.

» Exposition au 30 juin 2019

Les impasses de taux en flux se présentent au 30 Juin 2019, comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE TAUX



A fin juin 2019, les résultats du stress test, font ressortir qu'un choc de +200 pbs des taux engendrait une perte de - 10 % du PNB sur un horizon de 12 mois et une hausse de la valeur économique de +15% par rapport aux fonds propres.

Risque de Change

La couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances/Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt. Par ailleurs, à l'occasion d'un 1er tirage sur une ligne de crédit contractée auprès d'un bailleur de fonds étranger en 2018, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale contre le risque de change lui permettant d'être immunisé totalement contre ce risque.

2.3 Risques Opérationnels

Organisation et Gouvernance

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Le Comité des Risques Interne se charge de valider la politique de gestion des risques opérationnels, la stratégie de continuité d'activité et de gestion de crise.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à éviter des blocages de situations.

» Manuel de procédures générales

Le FEC est doté d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Pilotage, Métiers et Support. La cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008.

Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de communication financière

Le FEC dispose également d'un manuel de communication.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Le FEC dispose, conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, d'un Plan de Continuité d'Activité approuvé par le Conseil d'Administration, permettant d'assurer selon divers scénarios de crise, le fonctionnement en mode dégradé ainsi que la reprise des activités.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, stratégie de continuité, procédures, plan de communication...) est mis à jour régulièrement et un plan de maintenance et du renforcement du PCA du FEC est en cours d'élaboration.

Au cours du premier semestre de l'année 2019, aucun sinistre majeur nécessitant l'activation du PCA, n'est survenu au FEC.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al-Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- L'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques.
- La conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales.
- Le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés.
- La collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des Entités métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non-Conformité

Conformément à la circulaire n°4/W/2014 et à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib, le FEC s'est doté d'une politique de conformité et d'une cartographie des risques de non-conformité.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca
Maroc

MAZARS

101, Boulevard de la croissance
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

ATTESTATION DE REVUE LIMITEE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2019

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Fonds d'Equipelement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 4.600.022, dont un bénéfice net de KMAD 141 364, relèvent de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du Fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipelement Communal établis au 30 juin 2019, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 26 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit


Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment "C", Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47.59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Mazars Audit et Conseil


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
01, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha Ferdaous
Associé



Fonds d'Équipement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Maroc
Tél: +212 (0) 537 56 60 90 à 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma